



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Manque de places d'examen à l'épreuve pratique du permis de conduire

Question écrite n° 697

Texte de la question

M. Édouard Bénard interroge M. le ministre de l'intérieur sur l'important délai d'attente des candidats à l'examen du permis de conduire à la suite d'un premier échec. L'accès à la mobilité et le renforcement de l'autonomie de nombreux Français se voient complexifiés du fait du coût du permis de conduire. Être titulaire du permis de conduire conditionne bien souvent l'accès à un emploi en particulier dans les bassins de vie et d'emploi non ou mal desservis par les réseaux de transport en commun. Actuellement, 45 % des apprentis conducteurs ne réussissent pas leur examen de conduite à la première présentation. Ils sont donc contraints d'assumer des frais supplémentaires pour maintenir leur niveau de conduite dans l'attente de pouvoir repasser l'épreuve pratique, les places à l'examen étant accordées prioritairement aux primo-candidats à l'épreuve de conduite. Dans sa réponse en date du 12 mars 2024 à la question écrite déposée par M. le député, M. le ministre a indiqué que 100 postes supplémentaires d'inspecteur du permis de conduire et de la sécurité routière (IPCSR) seraient créés sur la période 2023-2026. Selon les représentants des écoles de conduite, 300 postes d'IPCSR supplémentaires seraient nécessaires afin de permettre de réduire substantiellement les délais d'attente pour passer l'examen du permis de conduire, étant rappelé que l'objectif national d'attente de 45 jours fixé par le Gouvernement reste aujourd'hui hors de portée. De plus, des doutes sérieux subsistent sur la concrétisation de créations de postes du fait des plans d'économie récemment exigés de l'ensemble des ministères en vue de réduire le déficit public de l'État. À défaut d'un recrutement d'IPCSR à la hauteur des besoins, des représentants de la filière proposent de mettre en place un système hybride pour réduire les délais d'attente des candidats contraints de repasser l'épreuve de conduite. Le premier passage de l'examen serait toujours assuré par un IPCSR. En cas d'échec suite à une faute grave, le candidat repasserait l'examen devant un IPCSR. Pour les candidats ayant échoué à cause de quelques fautes mineures, ou par manque de points, ces derniers pourraient repasser l'épreuve de conduite dans un centre privé. Afin de circonscrire autant que faire se peut les fraudes à l'examen de l'épreuve de conduite, il conviendrait de limiter le nombre de prestataires privés autorisés afin de ne pas réitérer les dysfonctionnements qui prévalent depuis 2015 pour l'examen du code de la route. En effet, la multiplication des opérateurs privés autorisés à assurer les examens du code de la route a conduit au constat d'une augmentation des situations de fraude. Aussi, les professionnels du secteur proposent de restreindre le nombre de prestataires privés autorisés à assurer les épreuves de conduite à ceux disposant d'un maillage de proximité permettant de couvrir l'ensemble du territoire national et qui ont déjà prouvé leur sérieux tels que le groupe La Poste ou le réseau SGS. Par conséquent, il lui demande quelles solutions le Gouvernement entend privilégier pour raccourcir substantiellement les délais d'attente des candidats aux épreuves pratiques de conduite tout en garantissant un haut niveau de contrôle contre les tentatives de fraude à l'examen du permis de conduire.

Texte de la réponse

L'année 2024 correspond à une hausse importante du nombre de candidats à l'examen en raison de l'abaissement du permis B à 17 ans le 1er janvier 2024 et de l'ouverture de la possibilité de financer le permis A avec le compte personnel de formation (CPF). Le Gouvernement est attentif à cette situation et œuvre à réduire

les délais de passage de l'examen pratique par différentes mesures. Le ministère de l'intérieur a décidé, dans le cadre de la loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (LOPMI), de créer 100 postes supplémentaires d'inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière (IPCSR) pour les années 2023-2026. 93 postes d'IPCSR au-delà du schéma d'emploi ont été créés en 2023 et répartis dans les départements les plus en tension, prévus selon des critères objectifs incluant le nombre de formateurs déclarés, le nombre moyen d'examens par mois et par IPCSR par département, ainsi que le taux de réussite local. 38 examinateurs B issus de La Poste ont également été recrutés sur 2023. Par ailleurs, le ministère de l'intérieur a mis en place un dispositif d'examens supplémentaires qui permet aux IPCSR d'effectuer des examens pratiques le samedi, en plus de leur volume hebdomadaire, afin de contenir la hausse du délai d'attente à l'examen pratique au niveau national. Pour l'année 2024, cela a représenté 125 550 examens. Ce dispositif est reconduit en 2025. 9624 examens supplémentaires ont ainsi été réalisés en janvier 2025. Pour disposer des meilleures chances d'obtenir à la première présentation le permis de conduire, la conduite accompagnée (AAC) demeure la meilleure alternative. En effet, la conduite accompagnée permet, après une formation initiale en école de conduite, d'acquérir de l'expérience au volant en toute confiance et sous le contrôle d'un accompagnateur, dans des conditions de circulation les plus variées possibles, avant le passage des épreuves pratiques pour l'obtention du permis de conduire. Il est important de souligner que cette formation « au long cours » réduit considérablement l'accidentalité chez les conducteurs novices et enregistre un meilleur taux de réussite à l'examen. En outre, le taux de réussite recensé à l'épreuve pratique en vue de l'obtention de la catégorie B du permis de conduire s'élève à 75% pour les candidats ayant suivi une formation anticipée à la conduite, contre 52 % pour les candidats ayant suivi la formation traditionnelle. Des campagnes de valorisation de l'AAC sont menées par la délégation à la sécurité routière sur les réseaux sociaux depuis plus d'un an, notamment en direction du public cible des jeunes avant 15 ans et leur entourage. En plus de la formation en auto-école des candidats au permis de conduire, la délégation à la sécurité routière poursuit le travail de concertation avec les organisations professionnelles pour exploiter l'ensemble des pistes d'amélioration possibles, tant au niveau réglementaire qu'organisationnel, pour réduire les délais de présentation aux examens du permis de conduire. Le Gouvernement n'envisage pas de recourir à des prestataires privés pour l'organisation des épreuves pratiques du permis de conduire.

Données clés

Auteur : [M. Édouard Bénard](#)

Circonscription : Seine-Maritime (3^e circonscription) - Gauche Démocrate et Républicaine

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 697

Rubrique : Sécurité routière

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : [Intérieur](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 octobre 2024](#), page 5186

Réponse publiée au JO le : [3 juin 2025](#), page 4442